

**Projet de décret n° ...du ... fixant les modalités d'organisation des concours prévus à l'article 5 du décret ... portant statut particulier du cadre d'emplois des sapeurs et caporaux de sapeurs-pompiers professionnels**

**Publics concernés :** sapeurs et caporaux de sapeurs-pompiers professionnels.

**Objet :** modalités d'organisation des concours pour l'accès au cadre d'emplois des sapeurs et caporaux de sapeurs-pompiers professionnels.

**Entrée en vigueur :** le 1<sup>er</sup> mars 2013.

**Notice :** Le décret accompagne la création du cadre d'emplois des sapeurs et caporaux de sapeurs-pompiers professionnels.

*Les deux concours externe d'accès au grade de sapeur de 1<sup>ère</sup> classe sont composés d'une épreuve écrite de préadmissibilité, d'une épreuve d'admissibilité constituée d'épreuves physiques et sportives et enfin d'un oral d'admission.*

Le Premier ministre,

Sur le rapport du Ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 modifiée relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 85-1229 du 20 novembre 1985 modifié relatif aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu le décret n° XXX du XXX portant statut particulier du cadre d'emplois des sapeurs et caporaux de sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu l'avis de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours du ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale du ;

Vu l'avis de la commission consultative d'évaluation des normes du ,

## **Décrète**

### **Article 1**

Les concours d'accès au cadre d'emplois de sapeurs et caporaux de sapeurs-pompiers professionnels, prévus à l'article 5 du décret du XXX susvisé sont des concours externes.

## **Titre I : Nature des épreuves**

### **Chapitre I : Concours ouvert au titre du 1 de l'article 5 du décret du XXX**

## Article 2

Le concours ouvert au titre du 1 de l'article 5 du décret du XXX susvisé comporte des épreuves de préadmissibilité, d'admissibilité et d'admission.

## Article 3

L'épreuve de préadmissibilité consiste en une dictée et deux problèmes de mathématiques (durée : une heure trente).

Cette épreuve est éliminatoire. Seuls les candidats ayant obtenus une note au moins égale à 12 sur 20 sont autorisés à participer aux épreuves écrites d'admissibilité.

## Article 4

L'épreuve d'admissibilité comprend des épreuves physiques et sportives :

- une épreuve de natation (50 mètres nage ventrale) ;
- une épreuve d'endurance cardio-respiratoire (Luc Léger) ;
- une épreuve d'endurance musculaire de la ceinture dorso-abdominale (gainage) ;
- une épreuve d'endurance musculaire des membres supérieurs ;
- une épreuve de souplesse ;
- une épreuve d'endurance des membres inférieurs (Killy).

Ces épreuves sont notées chacune sur 20 sur le fondement d'un barème fixé par arrêté du Ministre de l'intérieur. Le total de ces notes est divisé par 6. La note moyenne ainsi obtenue constitue la note des épreuves physiques et sportives qui est affectée du coefficient 6.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une de ces épreuves et toute note moyenne inférieure à 10 sur 20 est éliminatoire.

## Article 5

L'épreuve orale d'admission consiste en un entretien avec le jury.

Cette épreuve d'entretien, qui se déroule sans préparation, a pour point de départ un exposé du candidat (cinq minutes au maximum) présentant les raisons pour lesquelles il fait acte de candidature. Elle est destinée à permettre au jury d'apprécier la personnalité du candidat, ses qualités de réflexion, ses connaissances générales et sa motivation (durée de l'épreuve : quinze minutes ; coefficient 4).

## **Chapitre 2 : Concours ouvert au titre du 2 de l'article 5 du décret du XXX**

## Article 6

Le concours ouvert au titre du 2 de l'article 5 du décret du XXX comporte des épreuves de préadmissibilité, d'admissibilité et d'admission.

## Article 7

L'épreuve de préadmissibilité consiste en une dictée et une épreuve constituée de questions à

réponses ouvertes et courtes portant sur les unités de valeur relatives à la formation des sapeurs volontaires de 2<sup>e</sup> classe dans les trois domaines d'intervention de la lutte contre les incendies, du secours à personnes et de la protection des biens et de l'environnement dont le programme est fixé par arrêté du ministre de l'intérieur (durée : une heure).

Cette épreuve est éliminatoire. Seuls les candidats ayant obtenus une note au moins égale à 12 sur 20 sont autorisés à participer aux épreuves écrites d'admissibilité.

#### Article 8

L'épreuve d'admissibilité comprend des épreuves physiques et sportives :

- un test de natation (50 mètres nage ventrale) ;
- une épreuve d'endurance cardio-respiratoire ;
- une épreuve d'endurance musculaire de la ceinture dorso-abdominale (gainage) ;
- une épreuve d'endurance musculaire des membres supérieurs ;
- une épreuve de souplesse ;
- une épreuve d'endurance des membres inférieurs (Killy).

Ces épreuves sont notées chacune sur 20 sur le fondement d'un barème présenté en annexe. Le total de ces notes est divisé par 6. La note moyenne ainsi obtenue constitue la note des épreuves physiques et sportives qui est affectée du coefficient 6.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une de ces épreuves et toute note moyenne inférieure à 10 sur 20 est éliminatoire.

#### Article 9

L'épreuve orale d'admission consiste en un entretien avec le jury.

Cette épreuve d'entretien, qui se déroule sans préparation, a pour point de départ un exposé du candidat (cinq minutes au maximum) sur son parcours professionnel. Elle est destinée à permettre au jury d'apprécier la personnalité du candidat, ses aptitudes générales et professionnelles ainsi que ses motivations (durée de l'épreuve : quinze minutes ; coefficient 4).

#### Article 10

Le programme des concours ainsi que les modalités de déroulement des épreuves physiques et sportives sont fixés par arrêté du Ministre de l'intérieur.

### **Titre II : Organisation et déroulement des concours**

#### Article 11

Chaque concours de sapeur de 1<sup>ère</sup> classe prévu à l'article 5 du décret du XXX susvisé est ouvert par arrêté du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours compétent.

Les services départementaux d'incendie et de secours peuvent, par voie de convention, se regrouper pour organiser le concours. L'organisation peut, par voie de convention, être confiée à un seul service départemental d'incendie et de secours qui prendra les dispositions nécessaires pour désigner un jury unique et établir une seule liste d'aptitude.

L'arrêté ouvrant le concours fait l'objet d'un avis publié dans les conditions fixées à l'article 8 du décret du 20 novembre 1985 susvisé. Cet avis précise la date limite de dépôt des inscriptions, la date des épreuves, le nombre de lauréats prévu pour le concours et l'adresse à laquelle les candidatures doivent être déposées. L'autorité organisatrice du concours en assure la publicité.

#### Article 12

Les dossiers de candidature au concours comprennent les pièces exigées à l'article 9 du décret du 20 novembre 1985 susvisé et un certificat médical délivré par un médecin de sapeurs-pompiers, en application de l'arrêté du 6 mai 2000 susvisé, attestant que le candidat remplit les conditions d'aptitude physique prévues à l'article 4 du décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 susvisé.

#### Article 13

La liste des candidats autorisés à prendre part aux épreuves est arrêtée par l'autorité organisatrice du concours.

Les candidats sont convoqués individuellement.

#### Article 14

Le jury des épreuves écrites et orales de chaque concours est nommé par arrêté de l'autorité organisatrice du concours.

Il comprend au moins six membres titulaires ci-après désignés répartis en trois collèges égaux représentant les sapeurs-pompiers professionnels, les personnalités qualifiées et les élus locaux :

Président :

Un officier de sapeurs-pompiers professionnels extérieur au service départemental d'incendie et de secours organisateur du concours ou de l'examen professionnel, nommé sur proposition du chef d'état-major de zone territorialement compétent.

Autres membres :

- Deux élus locaux dont au plus un membre du conseil d'administration d'un service départemental d'incendie et de secours ;
- Un représentant du Centre national de la fonction publique territoriale nommé sur proposition de son président ou du délégué régional ou interdépartemental concerné ;
- Deux sapeurs-pompiers professionnels désignés par tirage au sort parmi les membres de la commission administrative paritaire compétente du cadre d'emplois des sapeurs et caporaux de sapeurs-pompiers professionnels.

L'arrêté de nomination des membres du jury désigne, parmi les membres du jury, son président ainsi que le remplaçant de ce dernier pour le cas où il serait dans l'impossibilité d'accomplir sa mission.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, son remplaçant préside le jury jusqu'à la délibération finale.

En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Le jury peut se constituer en groupes d'examineurs, compte tenu notamment du nombre des candidats, en vue de la correction des épreuves écrites et des interrogations orales, dans les conditions fixées par l'article 44 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée.

Des correcteurs peuvent être désignés par arrêté de l'autorité organisatrice du concours pour participer à la correction des épreuves, sous l'autorité du jury.

#### Article 15

Conformément au dernier alinéa de l'article 44 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée, des examinateurs spécialisés peuvent être nommés si nécessaire pour toute épreuve.

Pour les épreuves physiques et sportives, trois examinateurs spécialisés au moins sont nommés.

Ces examinateurs spécialisés sont soit trois éducateurs sportifs de sapeurs-pompiers dont un détenant au moins le grade de capitaine de sapeurs-pompiers professionnel, soit deux éducateurs sportifs et un professeur d'éducation physique et sportive.

Les examinateurs spécialisés participent aux délibérations du jury, avec voix consultatives, pour l'attribution des notes se rapportant aux épreuves qu'ils ont évaluées.

#### Article 16

Les épreuves écrites sont anonymes et font l'objet d'une double correction.

#### Article 17

Il est attribué à chaque épreuve une note de 0 à 20. Chaque note est multipliée par le coefficient correspondant. Peuvent seuls être autorisés à se présenter aux épreuves d'admission les candidats déclarés admissibles par le jury.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une quelconque des épreuves écrites ou orales entraîne l'élimination du candidat.

Dans la limite des postes ouverts, nul ne peut être déclaré admis s'il n'obtient au moins 10 sur 20 de moyenne à l'ensemble des épreuves écrites et orales, sans note éliminatoire.

#### Article 18

Pour chaque concours, le jury détermine le nombre total des points nécessaires pour être admissible et sur cette base, arrête la liste des candidats admis à se présenter aux épreuves d'admission.

A l'issue des épreuves, le jury arrête la liste d'admission, dans la limite des places mises au concours.

Cette liste est distincte pour chacun des concours.

En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Le président du jury transmet les listes mentionnées ci-dessus à l'autorité organisatrice des concours avec un compte rendu de l'ensemble des opérations.

#### Article 19

Au vu des listes d'admission, l'autorité organisatrice des concours établit par ordre alphabétique la liste d'aptitude correspondante.

#### Article 20

Toute disposition antérieure et contraire au présent décret est abrogée.

#### Article 21

Le Ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française et entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> mars 2013.

